

NRJ



NOUVELLES du RÉSEAU JURIDIQUE

Numéro 37 | mai 2010

Plus qu'un mois

Les préparatifs se poursuivent en vue de l'assemblée générale annuelle du Réseau juridique et de son 2^e Symposium annuel sur le VIH, le droit et les droits de la personne, qui se tiendront les 11 et 12 juin 2010 à Toronto. Le Symposium aura pour conférencier invité le **D^r Michel Kazatchkine, directeur général du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme**. Pendant le symposium, il sera question de la criminalisation de l'exposition au VIH; des enjeux liés aux droits des femmes qui doivent être abordés au Canada; et la contestation de restrictions aux politiques d'immigration canadiennes qui affectent les personnes vivant avec le VIH. La session de clôture portera sur la question du logement comme enjeu de droits humains, crucial à la prévention, aux traitements, aux soins et au soutien en matière de VIH. Organisée conjointement avec le Groupe de travail canadien sur le VIH et la réinsertion sociale, cette session mettra en vedette **Michael Shapcott, directeur de l'engagement communautaire du Wellesley Institute**, reconnu comme l'un des leaders canadiens en matière de politiques à l'égard du logement puis un activiste de longue date sur l'itinérance et le logement. Êtes-vous inscrit-e? Voir www.aidslaw.ca/lesymposium.

Nombre record de membres

Merci aux plus de 200 membres du Réseau juridique qui ont appuyé notre travail en se joignant à l'organisme ou en renouvelant leur adhésion! Cela porte le nombre de membres à un sommet inégalé depuis le début des années 2000. Votre appui fait foi de l'importance croissante de placer le droit et les droits humains à l'avant-scène de la lutte au VIH/sida. Veuillez adhérer comme membre ou renouveler votre adhésion; voir www.aidslaw.ca/devenezmembre.

« Aujourd'hui plus que jamais »

Jusqu'à présent, plus de 650 organismes de lutte au VIH/sida des quatre coins du monde, y compris le Réseau juridique, ont appuyé *Les droits humains et le VIH/sida : aujourd'hui plus que jamais*, afin que les droits humains soient au centre de la réponse mondiale au sida. La déclaration signale dix raisons pour lesquelles la protection des droits humains est essentielle à la santé publique, en particulier dans le contexte d'une affection comme le VIH, qui touche les plus marginalisés de la société. La campagne *Aujourd'hui plus que jamais* a pris de l'ampleur, depuis son lancement au Congrès international sur le sida de 2006; elle sera de nouveau sous les feux de la rampe le 20 juillet 2010, lors du Congrès international de Vienne, où des activistes participeront au riche programme d'activités de la Zone de réseautage pour les droits humains du Village global, coparrainé par le Réseau juridique et l'Open Society Institute, avec l'appui de la Fondation Levi Strauss et de l'Open Society Initiative for Southern Africa. Les droits humains seront aussi un point de mire du Congrès, à l'occasion d'une marche, d'un ralliement et d'un concert historiques. Pour appuyer la déclaration ou en savoir plus sur les activités de droits humains à SIDA 2010, voir www.hivhumanrightsnow.org.

La campagne pour rectifier le RCAM vise le Comité de l'industrie

Le 14 mai marquera le sixième anniversaire de la sanction royale au projet de loi ayant créé le Régime canadien d'accès aux médicaments (RCAM) en 2004. La campagne pour rectifier le RCAM s'intensifie, à mesure que des activistes communautaires du Canada et d'autres pays réagissent à l'inaction de nos élus. Le Projet de loi C-393, qui propose de simplifier le RCAM afin de le rendre réellement utilisable, a

été confié en décembre au Comité permanent de l'industrie, des sciences et de la technologie. Bien que ce comité n'ait pas encore amorcé ses audiences publiques ni son examen du projet de loi, il a assurément reçu des échos de la communauté. Selon la greffière du Comité, un nombre record d'environ 2 000 cartes postales lui ont été envoyées.

Nous devons continuer de faire savoir à nos élus que des mères et des enfants, entre autres, ont urgemment besoin de médicaments salvateurs. Communiquez avec votre député-e. Faites-nous part de sa réponse. Si vous souhaitez envoyer une carte postale et inviter vos amis, proches et autres connaissances à faire de même, veuillez communiquer avec notre coordonnatrice du rayonnement, **Lindsey Amèrica-Simms**, à lsimms@aidslaw.ca. La Campagne de grands-mères à grands-mères s'implique; des étudiants des Universités alliées pour l'accès aux médicaments (UAAM) se sont joints au Réseau juridique pour tenir un séminaire à Montréal, à la mi-avril; l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI) vient de se joindre à la campagne; et le mouvement du travail du Canada et de l'Afrique contribue sans relâche à l'objectif plus large de l'accès aux médicaments. Joignez-vous à nous!

Pour plus d'information, voir www.aidslaw.ca/rcam; vous y trouverez le résumé intitulé « Rectifier le Régime canadien d'accès aux médicaments (RCAM) : 20 questions et réponses » et le texte d'une carte postale que vous pouvez imprimer et envoyer à votre député. Vous pourrez aussi y visionner une courte vidéo sur les raisons pour lesquelles le RCAM doit être rectifié, et vous joindre à notre groupe Facebook pour la réforme du RCAM.

Rehausser la sensibilisation à la criminalisation parmi les juges...

À la fin de mars, le Réseau juridique et la HIV & AIDS Legal Clinic (Ontario) (HALCO) ont collaboré avec l'Institut national de la magistrature à développer et à présenter un atelier bilingue d'une demi-journée sur le VIH et la criminalisation – le premier du genre à l'intention des juges, au Canada. Des dizaines de juges des quatre coins du pays ont écouté les exposés d'experts médicaux, de chercheurs sociaux, de personnes vivant avec le VIH/sida et de fournisseurs de services. Ils ont aussi reçu des documents du Réseau juridique, dont certains sont accessibles à www.aidslaw.ca/droitcriminel.

...et parmi la communauté immigrante francophone

À la fin d'avril, notre analyse des politiques, **Cécile Kazatchkine**, a présenté un exposé sur la criminalisation du non-dévoilement de la séropositivité au VIH lors d'un souper afro-caribéen organisé par le programme de prévention du VIH du Centre francophone de Toronto. Ce fut une excellente occasion, dans la population immigrante francophone de la plus grande ville du Canada, d'être informé du droit en lien avec la transmission du VIH.

Nous avons besoin de votre feed-back

AIDSLEX a été lancé il y a un peu plus de six mois, et nous aimerions connaître votre opinion. Prière de visiter www.AIDSLEX.org pour remplir un bref sondage. Cela vous prendra environ dix minutes, et vos réponses nous aideront à continuer de développer cette ressource essentielle. La date limite pour répondre au sondage est le 28 mai.

Sur la route

Notre analyse des politiques, Cécile, était récemment à Casablanca (Maroc) pour la 5^e Conférence francophone sur le VIH/sida, où elle a fait état des efforts du Réseau juridique en vue de la production d'une ressource législative à l'appui des droits des femmes (accessible en version complète, en anglais, à www.aidslaw.ca/womensrights). Le 11 mai, elle sera à Longueuil (Québec) pour présenter un exposé sur le droit à la santé des personnes qui font usage de drogue, dans le cadre de l'assemblée annuelle de l'Association des intervenant(e)s en toxicomanie du Québec.

À l'issue de la consultation de février sur les droits des femmes, notre directrice adjointe, **Patricia Allard**, a rencontré des parlementaires et des responsables des politiques, à Ottawa, afin de renforcer la stratégie en développement. En avril, elle a présenté un exposé au congrès de l'Association canadienne des infirmières et infirmiers en sidologie (ACIIS), à Fredericton, sur l'importance des décisions des cours de la Colombie-Britannique concernant l'Insite, le lieu d'injection supervisée de Vancouver.

Au début d'avril, notre analyste principale des politiques, **Sandra Ka Hon Chu**, a déposé le mémoire du Réseau juridique sur les programmes d'échange de seringues en prison devant le Comité de la sécurité publique de la Chambre des communes. L'occasion était idéale, vu la récente vague d'intérêt médiatique soulevée par notre nouveau rapport intitulé *Sous la peau* (accessible à www.aidslaw.ca/souslapeau).

Au cours de la dernière semaine d'avril, Sandra a rejoint **Richard Elliott**, directeur général, au 21^e Congrès de l'International Harm Reduction Association à Liverpool (Royaume-Uni). Elle y a présenté *Sous la peau* et il a animé un panel intitulé « Traitement ou torture? Appliquer les normes internationales des droits humains au traitement obligatoire de la dépendance à la drogue ».

Si vous préférez ne plus recevoir de messages du Réseau juridique, veuillez répondre à ce courriel en inscrivant « désabonner » dans le titre de votre message.

Au sujet du Réseau juridique canadien VIH/sida

Le Réseau juridique canadien VIH/sida (www.aidslaw.ca) œuvre à la promotion des droits humains des personnes vivant avec le VIH/sida ou vulnérables au VIH, au Canada et dans le monde, par ses travaux de recherche, d'analyse juridique et des politiques, d'éducation et de mobilisation communautaire. Le Réseau juridique est l'organisme chef de file au Canada sur les enjeux juridiques et de droits de la personne liés au VIH/sida.

Réseau juridique canadien VIH/sida
1240, rue Bay, bur. 600
Toronto (Ontario) Canada M5C 3A5
Téléphone : +1 416 595-1666
Télécopieur : +1 416 595-0094
Courriel : info@aidslaw.ca
Internet : www.aidslaw.ca

© 2010 Réseau juridique canadien VIH/sida